



Pour remplacer la TVA comme source de financement, les partis ont différentes solutions à proposer.

Michael Buholzer/
Keystone

Arthur Grosjean

La TVA est désormais la bonne à tout faire. Vous avez un problème avec le coût de la 13^e rente AVS et la stabilisation du 1^{er} pilier? Il suffit d'augmenter la TVA. Vous jugez que l'armée, vu le contexte international, doit se muscler plus rapidement? Il n'y a qu'à hausser la TVA, comme l'a proposé récemment le Conseil fédéral. Mais juré, promis, ce ne sera que pour dix ans. Et comme on le sait, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. «Devra-t-on bientôt payer une TVA autour de 10%?» écrivions-nous en décembre. À première vue, c'est ce qui nous pend au nez après les dernières annonces fédérales. Mais la résistance s'organise. La dernière annonce de hausse de 0,8 point de TVA pour l'armée a provoqué un tollé dans la majorité des partis. UDC, PS, PLR et Verts s'y opposent catégoriquement, contrairement au Centre et aux Verts libéraux.

Cela signifie qu'une hausse de TVA en faveur de l'armée, sauf nouvelle guerre en Europe, n'a pratiquement aucune chance de passer le cap du parlement, voire du peuple. Voilà pourquoi les partis ri-

valisent d'imagination pour trouver d'autres pompes à finances. En voici une petite liste non exhaustive.

Recourir à l'emprunt

Le recours à l'emprunt, c'est un moyen très répandu pour financer une prestation pour laquelle on n'a pas assez d'argent. Il suffit de dire que c'est un bon investissement pour l'avenir et le tour est joué. La gauche est très friande de ce type de financement en arguant du faible endettement de la Suisse. La population, qui a accepté à une écrasante majorité le frein à l'endettement, apprécie cependant peu

de creuser la dette sans raison majeure. On devrait encore le vérifier lors de la votation du 8 mars sur le fonds climat, qui se finance via l'emprunt, et que les sondages annoncent comme mort-né.

Vendre les bijoux de famille

Quand on ne veut pas augmenter la TVA pour l'armée, il faut parfois recourir à une mesure douloureuse: vendre une partie des bijoux de famille. C'est la solution du PLR. Celui-ci propose de se séparer d'une partie des actions Swisscom détenues par la Confédération. Celle-ci, rappelons-le, possède 51% des actions. Si on les vendait toutes,

on pourrait en tirer plus de 16 milliards de francs. Le problème? C'est que ces actions rapportent chaque année plus de 500 millions à la Confédération. Une somme qui fondrait si on vend un gros paquet d'actions. Hé oui, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre.

Taxer les successions de 5%

Il faut prendre l'argent aux riches quand ils meurent. C'est l'impôt sur les héritages qui a été proposé l'an passé par les Jeunes socialistes et qui s'est écrasé en votation du fait de son caractère confiscatoire (50% d'impôt au-delà de 50 millions). Une version douce vient

d'être proposée par les Verts. Elle demande d'imposer de 5% les successions au-delà de 5 millions. Elle n'a pas encore été traitée au Conseil national. Elle devrait avoir de la peine à s'imposer car les partis bourgeois objecteront qu'il faut alors réduire l'impôt sur la fortune sous peine d'avoir parfois une triple imposition d'un même montant: d'abord sur le revenu, ensuite sur la fortune et enfin sur la succession.

Augmenter les cotisations salariales

La hausse de la TVA touche tout le monde, mais proportionnel-

lement plus les gens à faible revenu. Voilà pourquoi le PS a fait des pieds et des mains pour que la 13^e rente AVS ne soit pas financée par cet impôt sur la consommation. Que propose-t-il? D'augmenter les cotisations salariales du 1^{er} pilier. Le taux de cotisation pour l'AVS/AI/APG se monte actuellement à 10,6% du salaire brut, payé pour moitié par le salarié et par l'employeur. Le problème de cette solution? Elle renchérit le coût du travail et touche uniquement les actifs, ce qui explique l'opposition des milieux patronaux.

Sabrer dans les subventions

L'UDC, dont la base a voté en majorité pour une 13^e rente AVS en 2024, a une solution radicale pour financer l'AVS et l'armée sans toucher à la TVA. Elle sabre dans les dépenses de l'asile et de la coopération internationale. Le problème? Pour dégager l'argent voulu pour l'AVS et l'armée, cela impliquerait des coupes massives qu'aucun autre parti ne soutiendra.

La vache à lait TVA s'épuise, on cherche de l'argent ailleurs

Finances fédérales Augmenter la taxe à la fois pour l'AVS et pour l'armée va se heurter au peuple. Mais les partis ont déjà des alternatives pour trouver d'autres sources de financement.